

La réconciliation avec le Rwanda fait des vagues à Paris

Alain Barluet

Le Figaro, le 31 janvier 2008

Les propos tenus par Bernard Kouchner lors de sa visite à Kigali, qui allaient dans le sens d'une repentance, suscitent des réactions indignées en France.

Le drame du Rwanda est un passé qui ne passe pas. Les réactions déclenchées par les propos de Bernard Kouchner, samedi dernier à Kigali, suffiraient largement à s'en convaincre. Venu ouvrir la voie à une reprise des relations diplomatiques avec le Rwanda, rompues depuis plus d'un an, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que la France avait «certainement commis une faute politique» dans ce pays pendant le génocide de 1994.

En privé, le terme a fait bondir plusieurs responsables politiques de l'époque, même si, publiquement, personne ne souhaite jeter de l'huile sur le feu concernant une affaire aussi tragique. Tout de même, Alain Juppé n'a pas hésité à envoyer une bonne volée de bois vert à son successeur au Quai d'Orsay en déclarant que «la diplomatie française ne devrait pas s'écarter de la voie de la vérité et de la dignité». Preuve de son indignation, l'ex-premier ministre a estimé nécessaire de reprendre le blog qu'il délaissait quelque peu ces derniers temps. «Je comprends bien que la France veuille se réconcilier avec le Rwanda, écrit Juppé, qui dirigeait la diplomatie française au moment du génocide. Mais de là à tomber dans les amalgames de la repentance ou les compromissions de la "realpolitik", il y a un fossé.» Et de poursuivre : «On nous dit qu'au Rwanda la France aurait commis une "faute politique". C'est trop ou trop peu. De quelle faute s'agit-il ? Il faut l'expliquer !», s'emporte Alain Juppé. Il qualifie de «contre-vérités» les accusations selon lesquelles Paris aurait «pris systématiquement le parti d'un camp contre l'autre, des Hutus contre les Tutsis», «omis de dénoncer le génocide», ou encore «fait preuve de passivité».

Premier ministre à l'époque, Édouard Balladur n'a, pour le moins, guère apprécié les propos de Bernard Kouchner. «Il n'y a pas eu de faute politique de mon gouvernement», déclare au Figaro l'ancien chef du gouvernement, en soulignant avoir «interrompu les livraisons d'armes et retiré les soldats français présents au Rwanda dès (son) arrivée aux affaires».

Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée en 1994, se dit «complètement d'accord» lui aussi avec Alain Juppé. «Au Rwanda, il n'y a pas eu de faute politique, il y a eu une faute d'évaluation technique. On a tenté d'éviter le retour des massacres grâce aux accords d'Arusha (signés en août 1993 entre l'État rwandais et le Front patriotique de Paul Kagame, NDLR), mais on a sous-estimé les tentations des extrémistes des deux bords, contre lesquels il nous aurait fallu davantage de moyens de pression», explique Védrine.

Kouchner cadré par l'Élysée

«Je répondais à une question : est-ce une faute militaire ? J'ai dit : non, c'est politique», s'est justifié Bernard Kouchner, lundi soir, sur France Info. Il a également précisé qu'il ne visait «ni Alain Juppé, ni Édouard Balladur». Qui donc alors ? «L'affaire a au moins le mérite de braquer le projecteur sur des événements dans lesquels toutes les responsabilités ont loin d'avoir été établies, notamment celles de François Mitterrand», relève-t-on dans l'entourage de Kouchner, en évoquant le soutien apporté au régime de Juvénal Habyarimana face à ce que le président de la République de l'époque considérait comme un complot ougandais. Avant de s'envoler pour Kigali, Bernard Kouchner avait été dûment «cadré» par l'Élysée. Pour Nicolas Sarkozy, la réconciliation avec trois pays africains, Côte d'Ivoire, Angola et Rwanda, figure au rang de priorité. La ligne a été formulée au sommet Europe-Afrique de Lisbonne, début décembre. «Certes, nous n'avons pas toujours su prévenir ou arrêter des drames innommables», déclarait alors le chef de l'État. «Je pense au Rwanda et à son génocide qui nous oblige à réfléchir, France comprise, à nos faiblesses ou nos erreurs», ajoutait-il dans son discours dont chaque mot était pesé.

Réfléchir aux responsabilités de chacun, mais pas de repentance ni de demande de pardon : une ligne que Bernard Kouchner affirme ne pas avoir outrepassée. L'émoi suscité par ses déclarations a toutefois contraint Nicolas Sarkozy à intervenir. Le président de la République a appelé Édouard Balladur et Alain Juppé pour les assurer qu'ils n'étaient nullement mis en cause par les paroles du bouillant docteur Kouchner.